

Réunion ministérielle de l'OTAN

LE CONSEIL de l'Atlantique Nord a tenu une session ministérielle à Paris les 16 et 17 décembre 1963. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Paul Martin, et le ministre de la Défense nationale, l'honorable Paul Hellyer, représentaient le Gouvernement canadien. Voici le texte du communiqué émis par le Conseil.

Communiqué final

Le Conseil de l'Atlantique Nord a tenu une réunion au niveau ministériel à Paris du 16 au 17 décembre 1963.

Les ministres ont exprimé leur vive affliction de la mort tragique du président Kennedy, dont la disparition est une lourde perte pour l'Alliance et l'humanité tout entière. Ils ont accueilli avec satisfaction un message du président Johnson réaffirmant l'engagement des États-Unis de soutenir l'Alliance de toute leur puissance et de maintenir leurs forces en Europe.

Les ministres confirmant leur foi dans l'Alliance atlantique ont souligné que le maintien de la puissance de l'Alliance, la solidarité de ses membres et leur détermination de défendre la liberté et de résister à l'agression demeurent les conditions indispensables de la sauvegarde de la paix dans le monde.

Les ministres ont rappelé que les buts de l'Alliance atlantique sont pacifiques et défensifs. En souscrivant au traité de l'Atlantique nord, les membres de l'OTAN, qu'ils appartiennent ou non aux Nations Unies, ont affirmé leur adhésion aux principes de la Charte des Nations Unies et se sont engagés à s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies. Pour assurer la paix, un désarmement général et complet, effectué sous un contrôle international efficace, demeure un objectif essentiel.

En examinant la situation internationale, les ministres ont noté qu'il n'y avait eu aucune crise majeure depuis l'affaire de Cuba. Ils ont souligné que l'unité et la puissance militaire de l'Alliance avaient largement contribué à obtenir le résultat et à créer le climat international qui prévaut à présent. Les ministres ont exprimé la conviction qu'il importait non seulement de rechercher un accord sur des mesures limitées visant à réduire la tension, mais encore de parvenir à améliorer les relations est-ouest de façon réelle et fondamentale. Ils ont formé le vœu que la politique de l'URSS ne limite pas la possibilité de progresser dans cette voie et de résoudre les problèmes qui sont les causes véritables de la tension dans le monde, en particulier les problèmes de Berlin et de l'Allemagne. En dépit de